

Plénière 25/10/2018

Proposition de résolution sur la politique climatique de la Belgique : Préparation de la COP 24

Intervention de Daniel Senesael

Est-on capable, en tant que civilisation, en tant qu'humanité, de regarder l'évidence scientifique et d'agir en conséquence ? C'est aujourd'hui la question que nous pose l'Histoire.

L'évidence scientifique c'est celle décrite dans les rapports successifs du GIEC depuis 3 décennies.

Le dernier rapport, présenté le 8 octobre dernier, est sans équivoque.

Tous les voyants sont au rouge !

Depuis l'ère préindustrielle, la température planétaire a déjà augmenté d'environ 1 degré Celsius.

Selon les projections des scientifiques, au rythme de réchauffement actuel, le seuil d'une augmentation de température de 1,5 degré fixé comme limite dans l'accord de Paris sera atteint entre 2030 et 2052.

Sans inflexion de la courbe des émissions de gaz à effet de serre, l'augmentation de la température planétaire pourrait atteindre 5,5 degrés à la fin du siècle.

En d'autres mots, le « statut-quo » nous mène tout droit à la catastrophe.

Et ce n'est pas demain que les conséquences négatives se feront ressentir.

C'est déjà une réalité quotidienne partout sur la planète.

Des records de température battus années après années.

Des vagues de chaleurs, des pluies diluviennes et des ouragans dévastateurs attestent chaque jour que le dérèglement climatique n'est plus une prévision mais bien une réalité vécue par les populations à travers la planète.

On a tendance à dire qu'il est « minuit moins une ». C'est malheureusement trop optimiste. Au niveau climatique, je crains qu'il soit plutôt 6 heures du matin... En d'autres mots, il est temps de se réveiller !

Chers Collègues,

Le dernier rapport du GIEC offre une photographie plus précise des conséquences qu'on

observera en cas de réchauffement de 1,5 degré ou en cas de réchauffement de 2 degrés.

Il faut se souvenir que cela a été un point de débat très important lors de la conférence de Paris en 2015. Une partie de la communauté internationale soutenait qu'on pouvait laisser la planète se réchauffer de 2 degrés maximum alors que d'autres disaient qu'il fallait faire plus d'efforts pour ne pas dépasser les 1,5 degrés.

Les experts du GIEC viennent de démontrer que c'est loin d'être un débat théorique et qu'il y a de réelles différences d'impacts entre un monde plus chaud de 1,5 degré et un monde plus chaud de 2 degrés.

Il y a des différences d'impacts à tous les niveaux.

En ce qui concerne la hausse du niveau des océans, c'est 10 millions de personnes supplémentaires qui subiront des impacts négatifs lors de réchauffement de 2 degrés par rapport à un réchauffement de 1,5 degré.

Au niveau de la biodiversité : le GIEC indique que deux fois plus d'animaux vertébrés, trois fois plus d'insectes et deux fois plus de plantes seront affectés dans le scénario à 2 degrés.

Ce ne sont que deux exemples mais le GIEC indique que les impacts négatifs d'un réchauffement de 2 degrés s'observent à tous les niveaux.

Pour éviter le pire, les scientifiques calculent que les émissions mondiales de gaz à effet de serre devraient baisser de 45% d'ici 2030.

Il s'agit d'un gigantesque défi, d'une course contre la montre, car les émissions sont reparties à la hausse depuis 2017. Et selon les premières données, les émissions battront un nouveau record en 2018.

Chers Collègues,

Nous voyons les conséquences du réchauffement se matérialiser sous nos yeux et nous en connaissons l'origine. Les analyses du GIEC sont à cet égard sans appel.

L'origine, la cause, le coupable, c'est nous-mêmes !

Ou plus précisément c'est notre modèle de développement socio-économique.

A part quelques faussaires corrompus par les lobbys, plus personne ne doute de la responsabilité de l'Homme dans le dérèglement climatique.

Nous connaissons donc la cause du réchauffement et ses conséquences.

Notre devoir est maintenant d'oser tirer les leçons et d'agir en cohérence avec ce constat scientifique.

Pour ce faire, nous disposons déjà d'une arme solide, qui a été construite pendant des

années de négociation. Je parle bien entendu du traité de Paris.

Pour faire face à la crise climatique, nous avons besoin de dialogue et de solutions au niveau international.

L'accord de Paris a montré que 195 pays avec leurs différences et leurs intérêts propres, sont capables de se rassembler et de défendre une cause commune.

A mes yeux, le principal mérite du traité de Paris est de fixer l'objectif de limiter le réchauffement de la planète à 1.5 °C d'ici la fin du siècle. Nous avons vu que le GIEC a confirmé toute la pertinence de cet objectif ambitieux.

Mais pour respecter cette limite, il faut fournir des efforts sans précédent. Actuellement, les contributions nationales de réduction des émissions de gaz à effet de serre annoncées par les différents pays mettent la planète sur une trajectoire d'un réchauffement de plus 3,5 degrés.

Un tel niveau de réchauffement risque d'entraîner un emballement climatique incontrôlable.

Des mesures supplémentaires devront donc être prises. C'est vrai pour l'ensemble des pays du monde, c'est donc aussi vrai pour l'Union européenne et la Belgique.

Chers Collègues,

Nous avons négocié de nombreuses heures en commission interparlementaire Climat pour aboutir à un texte commun en vue de la COP 24.

Le résultat est positif car il s'agit d'un consensus entre les différents parlements compétents.

Ce qui, en Belgique, n'est pas une mince affaire.

Mais c'est surtout un texte utile car il montre que l'ensemble des parlementaires, fédéraux et régionaux, demandent que les gouvernements en fassent plus pour lutter contre le dérèglement climatique.

C'est un message qui s'adresse à tous les gouvernements et donc aussi au gouvernement fédéral dans son ensemble.

Et c'est important car il est vrai qu'au cours de cette législature, le gouvernement fédéral a fait des choix qui vont à l'encontre de l'urgence climatique. C'est par exemple flagrant dans le domaine de la mobilité.

Le transport routier est l'un des consommateurs majeurs de combustibles fossiles et donc l'une des sources principales de production de gaz à effet de serre.

Face à ce constat, loin de prendre le problème à bras le corps, le gouvernement Michel a

choisi de faire 3 milliards d'économies sur le dos du rail ! (source : cour des comptes)

Comment imaginer que les gens vont laisser tomber leur voiture individuelle alors que le gouvernement désinvestit dans la ponctualité et la qualité des trains ?

Pour moi, il faut rompre définitivement avec des décisions comme celle-là qui sont tout simplement incompatibles avec les constats scientifiques produits par le GIEC.

Chers Collègues,

Je vais prendre un deuxième exemple récent pour illustrer le fait que le gouvernement fédéral est à la traîne sur le Climat :

Depuis des mois, de nombreux gouvernements européens disent que l'Union européenne doit revoir à la hausse ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour être à la hauteur des engagements pris lors de l'Accord de Paris.

C'est notamment le cas des Pays-Bas, de la France, de l'Espagne et du Portugal.

Mais pas de la Belgique !

A ce jour, le gouvernement fédéral a préféré rester dans le « ventre mou » de la politique climatique européenne.

Nous en avons encore eu l'illustration tout récemment quand la Belgique a refusé de se joindre aux Pays-Bas et au Luxembourg pour demander, au nom du Benelux, une politique européenne plus ambitieuse.

J'espère, qu'avec cette résolution interparlementaire, le gouvernement comprendra qu'il n'y a pas de soutien démocratique pour continuer à fuir ses responsabilités dans le domaine du climat.

Cette résolution est un appel clair à revoir l'objectif européen de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici 2030.

Face à l'urgence climatique, il faut aller plus vite, plus fort et plus loin. C'est le message commun de l'ensemble des parlementaires fédéraux et régionaux qui soutiennent ce texte.

Chers Collègues,

C'est un défi important mais c'est aussi une opportunité extraordinaire pour redéfinir notre modèle de développement social.

La défense de l'environnement doit aller de pair avec l'amélioration des conditions sociales de nos populations.

Il n'y aura pas de lutte contre le réchauffement climatique sans développement social positif pour nos populations et il n'y aura pas de bien-être social sur une planète morte.

La transition écologique sera solidaire ou ne sera pas ! Car jamais les populations accepteront de faire des efforts si c'est pour subir plus d'injustices, plus d'inégalités et plus de précarités.

Nous devons nous saisir de notre potentiel en termes d'éducation, de compétences techniques, de développement technologique et de conscience citoyenne pour réinventer nos modes de productions et de consommations afin que ceux-ci soient compatibles avec un haut niveau de bien-être social et un environnement sain.

Chers Collègues,

Pour conclure, je voudrais insister sur l'importance de la solidarité internationale. Les pays industrialisés sont les principaux responsables de l'accumulation de gaz à effet de serre.

Pourtant, ce sont les pays en voie de développement qui en subissent le plus durement les conséquences.

Le réchauffement climatique aggrave les inégalités entre les pays industrialisés et les pays vulnérables.

Lors de la Conférence de Copenhague en 2009, les pays industrialisés se sont fixé l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour soutenir les pays en développement.

L'accord de Paris confirme ce montant de 100 milliards de dollars.

Il faut maintenant passer de la parole aux actes. Nous devons mettre en œuvre cet engagement afin de permettre aux pays vulnérables de faire face aux conséquences du réchauffement.

Les financements accordés doivent permettre à ces pays d'assurer leur développement social sans emprunter les mêmes chemins polluants que nous avons emprunté par le passé.

C'est une question de justice climatique et de justice sociale.

Et ce sera l'une des clés de la réussite de la COP 24 et de la mise en œuvre de l'Accord de Paris

Je terminerai par les mots de Ban Ki-Moon : « Le changement climatique s'est produit à cause du comportement humain, donc il est naturel que ça soit aux êtres humains de résoudre ce problème. Il se peut qu'il ne soit pas trop tard si nous prenons des mesures décisives aujourd'hui. »

Je vous remercie pour votre attention